

**9ème Congrès panafricain****Renforcer la voix du continent dans le concert des nations**

Comme Togo Matin l'écrivait dans sa parution de lundi dernier, Lomé abrite le 9ème Congrès panafricain dans quelques jours. Pour rappel, c'est du 8 au 12 décembre 2025 au Palais des congrès.

9ème CONGRÈS PANAFRICAIN

LOMÉ 2024



PAGE 3

SYSTÈME JUDICIAIRE**Révolution numérique****La dompter pour qu'elle demeure au service du droit**

Le président de l'Assemblée nationale, le professeur Komi Selom Klassou, a représenté le mercredi 3 décembre 2025 à Lomé, le président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, au 39ème congrès de la Conférence internationale des barreaux (CIB), couplé au 40ème anniversaire de cette organisation. Placée sous le thème « De la robe au nuage : comment le numérique réinvente l'avocat ? », cette rencontre d'envergure internationale réunit des praticiens du droit ...

PAGE 4

ENVIRONNEMENT**Projet Gedec Togo/Copil 3****Le gouvernement et ses partenaires passent à nouveau au suivi**

Hier à Lomé, le ministère de l'Administration territoriale, de la Gouvernance locale et des Affaires coutumières et ses partenaires dont l'Union européenne et Expertise France, ont ouvert la rencontre du Comité de pilotage N°3 du projet Gestion des déchets et décentralisation dans les chefs-lieux de région ...

PAGE 5

**RDC-Rwanda / À Washington****Faure Gnassingbé et ses homologues s'attèlent à écrire la fin d'une guerre**

Le jeudi 04 décembre 2025, le président du Conseil Faure Gnassingbé s'est rendu à Washington aux Etats-Unis. Il a été invité par le président américain Donald Trump pour prendre part à la cérémonie officielle de signature de l'accord de paix entre la République démocratique du Congo (RDC) et le Rwanda.

PAGE 3

DERNIERES HEURES**L'Île Maurice ouvre ses portes : une nouvelle vague d'opportunités pour les étudiants togolais**

Le ministère délégué en charge de l'Enseignement supérieur invite les étudiants togolais à saisir une chance rare : intégrer, dès 2026, le prestigieux programme de bourses Maurice-Afrique (MASS). Une ouverture qui pourrait changer des trajectoires.

Selon le communiqué, « les étudiants désirant poursuivre des études de premier et deuxième cycle à l'île Maurice... sont invités à s'inscrire ». Les informations complètes, tout comme « les conditions d'éligibilité et les instructions relatives aux candidatures », sont accessibles sur le site du ministère mauricien de l'Éducation. Les dossiers devront être déposés à la direction des Bourses et Stages avant le 5 mars 2026.

Une fenêtre d'avenir s'ouvre, portée par un dispositif qui repose sur la rigueur. Depuis 2021, le système de suivi de l'offre de bourses a été renforcé au Togo. Un gage de transparence qui rend cette opportunité encore plus crédible.

228... c'est ton ticket pour la grande fête !

Cumule 228 points chaque semaine pour tenter de gagner ta voiture, ton billet d'avion, ta PS5, tes bons d'achats et plein d'autres surprises !

Consultation au *909*228#
yas.tg

Achète tes forfaits au

***909#**

ou chez ton Point de Vente





Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Djoglo Jacqueline : « le coup de pouce financier du FNFI me permet de renforcer jour après jour mon autonomie »

En ce jour, mardi 21 mai 2019, c'est à Lomé que Echos des Bénéficiaires des produits FNFI décide de déposer ses valises pour partager avec vous les témoignages de Madame Djoglo Jacqueline, qui grâce au Produit d'Accompagnement Spécial (PAS) du FNFI s'est lancée depuis peu dans la commercialisation de chaussures pour dame. Retour sur les expériences de cette dame qui aujourd'hui exerce son activité avec passion.

Par le passé, Madame DJOGLO Jacqueline a obtenu successivement les 4 cycles du crédit APSEF du FNFI, des tranches de crédit de 30.000 à 50.000 FCFA qui ont permis cette dame, bientôt la quarantaine de se lancer dans une activité génératrice de revenus. Après avoir vu son activité prendre de l'envole grâce au coup de financier du FNFI, et suite aux nombreuses sollicitations de sa clientèle de plus en plus nombreuse, Jacqueline décide alors de renforcer son activité en y intégrant la commercialisation de chaussures pour dame. Le projet en tête désormais, il faut passer à sa réalisation,

et se pose alors le problème de difficultés financières.

“ Comme j'étais déjà très habituée à PADES Microfinance, une institution de microfinance partenaire du FNFI, car j'y avais déjà pris les 4 cycles du crédit APSEF, je suis retournée vers mon agent de crédit pour lui expliquer que j'avais un projet de vente de chaussures pour dame et que je voulais voir quelle était la possibilité de pouvoir contracter un crédit pour la réalisation de mon projet. C'est à l'issue de cette séance que j'ai été mise au parfum du Produit d'Accompagnement Spécial destiné justement aux bénéficiaires fins de cycle APSEF, histoire de leur permettre de renforcer leurs activités.”

Comme Jacqueline, nombre de togolais ont ainsi pu obtenir le PAS du FNFI pour passer à échelle l'exercice de leurs activités génératrices de revenus.

“Comme j'étais déjà intégrée dans la dynamique de l'inclusion financière, je n'ai pas mis longtemps pour obtenir le crédit de 100.000 FCFA qui m'a permis de pouvoir acheter un ballot de chaussures pour dame et de pouvoir



Madame Djoglo Jacqueline

mettre en place ce petit hangar où j'expose mes produits actuellement. Et Dieu merci, vu que la mode vestimentaire a pris le dessus sur la ville de Lomé,

et très adaptées ajouté au coût très abordable, je liquide très rapidement. En plus, j'ai mis en place une technique qui me permet de bien accueillir ma clientèle. J'engage bien la conversation avec elle et avec conviction mes clientes parviennent à acheter plusieurs paires à la fois. Pour faire le commerce et être sûr de réussir, il faut maîtriser des techniques comme pouvoir convaincre la clientèle.” Aujourd'hui avec le PAS, notre interlocutrice voit son activité s'agrandir et aller de l'avant. Et pour elle, avec beaucoup d'efforts et surtout de la persévérance, on peut déplacer des montagnes.

“Je me suis inscrite dans une très bonne dynamique de réussite afin de pouvoir rembourser dans les délais mon crédit. Car une des réussites pour rester longtemps dans la chaîne de l'inclusion financière, c'est d'honorer tous ses engagements vis-à-vis des remboursements des crédits. Pour l'heure, le coup de pouce financier du FNFI me permet de renforcer jour après jour mon autonomie et mon épanouissement”.

Ceci est un programme du ministère chargé du développement à la base et de l'économie sociale et solidaire



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Édité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication : Motchoso Kodolakina
Secrétaire de rédaction : Edy Alley
Responsable web : Carlos Amavor
Comité de rédaction : Françoise Da Silva

Alexandre Wémima
Edem Dadzie
Luc Biova
Rachid Zakari
Responsable administrative, financière et commerciale : AMAH Essognim

Graphiste : Eros Dagoudi
Imprimerie : Direct Print
Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

RDC-Rwanda/À Washington

Faure Gnassingbé et ses homologues s'attèlent à écrire la fin d'une guerre

Le jeudi 04 décembre 2025, le président du Conseil Faure Gnassingbé s'est rendu à Washington aux Etats-Unis. Il a été invité par le président américain Donald Trump pour prendre part à la cérémonie officielle de signature de l'accord de paix entre la République démocratique du Congo (RDC) et le Rwanda.

Cette présence du président du Conseil aux Etats-Unis s'inscrit dans le cadre de la mission de médiation régionale que l'Union africaine lui a confiée pour favoriser une solution africaine durable aux tensions dans l'Est de la RDC. L'accord sera signé par Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, président de la RDC et Paul Kagamé, président du Rwanda.

Cette initiative de haut niveau marque une étape décisive dans les efforts de stabilisation de la région des Grands Lacs, de consolidation de la confiance mutuelle et de création d'un environnement propice au développement et à l'investissement dans les secteurs stratégiques essentiels aux chaînes de valeur mondiales. Pour le Togo, il s'agit d'un accord qui lie directement la

désescalade militaire (M23, FDLR, troupes étrangères) à un cadre d'intégration économique régional, avec l'implication directe des États-Unis et le socle humanitaire posé à Paris. Il sera durable s'il est

leurs intérêts miniers ? Le président du Conseil est conscient de cette réalité. Ainsi, la position togolaise est claire : pas de "business as usual". C'est-à-dire, toute exploitation des ressources minières doit être

le président du Conseil mène des consultations diplomatiques actives avec les parties prenantes régionales et internationales, en étroite coordination avec l'Union africaine,

appui cohérent aux efforts africains de pacification. La cérémonie de Washington marque non seulement un moment symbolique dans le processus de désescalade entre la RDC et le Rwanda, mais également une reconnaissance de l'importance d'une médiation africaine portée par un leadership régional engagé, capable de fédérer les acteurs et de renforcer la solidarité entre États.

C'est aussi le signe que la diplomatie togolaise n'est pas marginalisée par les Etats-Unis comme certains le disent. Même si la politique promise et mise en œuvre par Donald Trump impacte aussi d'une manière ou d'une autre les ressortissants togolais, notamment en terme d'immigration, l'image du pays et ses intérêts sont préservés.

En d'autres termes, le Togo n'a aucune leçon à recevoir de personne, et ne quémande rien venant d'aucun pays. Le président du Conseil a fait en sorte que même modeste de taille, le pays ait une voix prépondérante dans le concert des nations.

Edem Dadzie



Faure Gnassingbé (à droite) et Donald Trump (Image d'archives trouvée en ligne le 04 décembre 2025)

accompagné par un mécanisme africain robuste de suivi, si la traçabilité des minerais devient une réalité, et si les parties acceptent un coût politique en cas de violation. Sinon, ce sera un accord de plus. Mais, ne risque-t-on pas d'assister à une situation où les Etats-Unis cherchent à privilégier

conditionnée à des critères de transparence, de partage des revenus et de respect des communautés locales. « À Washington, nous n'écrivons pas un beau communiqué ; nous essayons d'écrire la fin d'une guerre », estime le chef du gouvernement togolais.

Depuis plusieurs mois,

afin de promouvoir un dialogue constructif et une responsabilité partagée dans la recherche de la paix.

Dans ce cadre, il a conduit des échanges soutenus avec des partenaires tels que les États-Unis d'Amérique, la France et le Qatar, visant à mobiliser un

9ème Congrès panafricain

Renforcer la voix du continent dans le concert des nations

Comme Togo Matin l'écrivait dans sa parution de lundi dernier, Lomé abrite le 9ème Congrès panafricain dans quelques jours. Pour rappel, c'est du 8 au 12 décembre 2025 au palais des congrès.

Placée sous le thème : Renouveau du panafricanisme et rôle de l'Afrique dans la réforme des institutions multilatérales : mobiliser les ressources et se réinventer pour agir », ce congrès constitue une plateforme stratégique pour débattre des impératifs de la réforme de l'architecture mondiale et de la souveraineté africaine en ces temps de mutations où l'ordre mondial bascule, de nouvelles puissances émergent et la question de la place et du rôle de l'Afrique sur la scène internationale se posent avec acuité.

Au XXème siècle, des figures emblématiques comme William Dubois, Marcus Garvey, Kwame Nkrumah et Julius Nyerere ont façonné ce mouvement, en prélude aux luttes anticoloniales et à la construction des premières indépendances africaines. Cependant, malgré les fondations solides posées par ces leaders, l'Afrique contemporaine reste confrontée à des défis majeurs dans sa quête d'émancipation économique, politique et culturelle.

L'émergence de nouvelles dynamiques géopolitiques, économiques et sociales, notamment la structuration de l'Alliance des Etats du Sahel (AES) en 2023 et la montée en puissance des blocs contemporains

comme les Brics, le Sud global etc., ont ajouté une dimension stratégique à ce réveil panafricain.

Ce réveil se justifie aussi et surtout par la persistance des injustices dans la gouvernance mondiale du fait de l'absence de siège permanent pour l'Afrique au Conseil de sécurité des Nations unies. Le continent se trouve alors à un carrefour décisif où le renforcement du panafricanisme moderne doit s'accompagner d'une réforme profonde des institutions internationales. Evénement phare de la mise en œuvre de la décision de l'Union africaine déclarant la décennie 2021-2031, « Décennie des racines africaines et de la diaspora africaine », le 9ème Congrès panafricain vise à

relier les peuples africains et afrodescendants dans une démarche collective de reconnaissance, de réparation et d'intégration. À travers une approche multidisciplinaire, les thématiques abordées

coopération économique, la santé, la sécurité alimentaire, l'éducation et la culture.

Le Congrès entend produire des recommandations opérationnelles pour orienter les politiques



(Image trouvée en ligne le 04/12/2025)

incluent la décolonisation mentale et culturelle, la valorisation du rôle des femmes, la réparation des injustices historiques, la

publiques africaines et renforcer la voix du continent dans le concert des nations.

La rédaction

Révolution numérique

La dompter pour qu'elle demeure au service du droit

Le président de l'Assemblée nationale, le professeur Komi Selom Klassou, a représenté le mercredi 3 décembre 2025 à Lomé, le président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, au 39ème congrès de la Conférence internationale des barreaux (CIB), couplé au 40ème anniversaire de cette organisation.

Placée sous le thème « De la robe au nuage : comment le numérique réinvente l'avocat ? », cette rencontre d'envergure internationale réunit des praticiens du droit et juristes de près de 30 pays du 03 au 06 décembre 2025 dans la capitale du Togo.

Pour Maître Murielle Renar-Legrand, présidente de la Conférence internationale des barreaux (CIB), le thème de cette édition, en lien avec les avancées numériques, invite non seulement l'avocat à faire du numérique son allié, mais aussi un outil dont il faut encadrer les limites pour éviter tout usage préjudiciable.

« Le cloud n'est pas un concept futuriste : il est devenu le lieu où vivent nos données, nos échanges, nos dossiers. Il impose de

nouvelles responsabilités : protéger la confidentialité, préserver la souveraineté des données, assurer le secret professionnel, adapter nos pratiques et nos outils. Nous devons comprendre, maîtriser et dompter cette révolution numérique pour qu'elle demeure au service du droit », a-t-elle déclaré. Le bâtonnier du barreau du Togo, Me Claude Folly-Adama, a salué la présence du président de l'Assemblée nationale, représentant le président du Conseil à cet événement.

« La décision de son Excellence monsieur le président du Conseil de désigner son Excellence le président de l'Assemblée nationale pour le représenter à ce congrès ne relève ni du protocole ni de la simple convenance ; elle est porteuse d'un message clair, fort et décisif : la nation togolaise place le droit, la justice et l'avocat au cœur de sa modernisation, de sa stabilité et de ses ambitions pour l'avenir », a-t-il indiqué. Pour Me Pacôme Adjourovci, garde des sceaux, ministre

de la Justice et des Droits humains, ce rendez-vous s'inscrit au cœur d'une transformation incontournable qui redéfinit les contours du monde juridique en lien avec le numérique. Le ministre souligne que, dans cette même dynamique, le Togo, sous l'impulsion du président du Conseil, a défini une

l'intérêt général ainsi que la protection des droits et libertés individuelles.

« Permettez-moi de partager avec vous une noble vision du président du Conseil d'une société forte qui s'équilibre entre justice, humanité et responsabilité. Oui au Togo, au-delà des portraits robots, la justice a aussi

détention, de ceux qui ont commis des délits mineurs, ou des détenus âgés, en fin de peine ou gravement malades », a expliqué Me Adjourovci.

Autre temps fort de l'événement, la remise du prix « CIB bâtonnier Stasi », destiné à récompenser l'engagement en faveur de la défense des droits



Photo de famille des officiels (Crédit photo : Assemblée nationale)

stratégie claire pour anticiper l'avenir numérique et en maîtriser les enjeux. Le ministre a rappelé que la régulation ne pouvait être abandonnée aux seules forces du marché. Elle nécessite une intervention étatique afin de garantir

un visage humain. Dans cette perspective, le garde des sceaux a été instruit, de soumettre des mesures de grâce élaborées, sur la base des principes d'équité et de justice, concernant les dossiers des détenus purgeant une longue

fondamentaux. Ce prix a été décerné au collectif "Nos Voix Pour Elles", dont le champ d'action porte sur la lutte contre toutes les formes de violences et de discriminations faites aux femmes.

E. Dadzie

Projet Gedec Togo/Copil 3

Le gouvernement et ses partenaires passent à nouveau au suivi

Hier à Lomé, le ministère de l'Administration territoriale, de la Gouvernance locale et des Affaires coutumières et ses partenaires dont l'Union européenne et expertise France, ont ouvert la rencontre du Comité de pilotage N°3 du projet Gestion des déchets et décentralisation dans les chefs-lieux de région (Gedec Togo), lancée le 13 juin 2023.

Le projet Gedec Togo vise à renforcer les capacités des communes chefs-lieux de région pour la mise en place d'une filière de gestion des déchets (solides et boues de vidanges) et améliorer la salubrité urbaine dans les villes ciblées. Il s'inscrit dans la continuité de l'action du Projet eau et assainissement au Togo financé par l'Union européenne (PEAT 1 et 2) à l'échelle des 5 villes chefs-lieux de régions du Togo.

Ces villes sont : Tsévié (commune Zio 1), Atakpamé (Ogou 1), Sokodé (Tchaoudjo

1), Kara (Kozah 1) et Dapaong (Tône 1). Le PEAT a porté sur la construction et la fourniture d'équipements et d'ouvrages pour la gestion des déchets et d'assainissement. En complément à l'action du PEAT, Gedec Togo accompagne les communes à exploiter et valoriser ces investissements dans un cadre plus global d'appui à l'élaboration et mise en œuvre d'une politique de gestion des déchets et assainissement sur leur territoire.

« L'accès aux services publics essentiels, la salubrité urbaine et l'amélioration du cadre de vie constituent des enjeux majeurs pour les collectivités territoriales. Ils s'intègrent pleinement dans les objectifs du gouvernement, qui poursuit avec détermination la consolidation de la décentralisation », a

déclaré Silva Favret, faisant fonction de cheffe de coopération à la délégation de l'Union européenne au Togo.

« Le récent renouvellement des Conseils municipaux, des maires et de leurs adjoints marque l'ouverture d'une nouvelle étape de gouvernance locale fondée sur la légitimité démocratique et sur le renforcement des capacités territoriales », a ajouté Silvia Favret.

Conformément à la programmation initiale, des Comités de pilotage (Copil) Gedec doivent être tenus régulièrement au niveau national afin d'assurer le suivi du projet, de restituer l'état d'avancement des activités Gedec et de recueillir les orientations du Copil. Le projet Gedec profitera également de la présence des communes à Lomé pour organiser une

séance de travail en marge du Copil.

Pour le gouvernement, l'on ne peut améliorer durablement les conditions de vie des populations sans une action vigoureuse et structurée en matière

Paris et de ses objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre », a dit Esso Koudjou, secrétaire général du ministère de l'Administration territoriale, de la Gouvernance locale et des Affaires coutumières.



Vue partielle des officiels et des participants (Crédit photo : Gedec Togo)

d'assainissement, et tout particulièrement dans la gestion des déchets.

« Conscient de l'importance de cet enjeu national, le gouvernement togolais a fait du secteur déchets une priorité, réaffirmant en 2021 son engagement vis-à-vis de l'Accord de

Aux yeux du président du Conseil, Faure Gnassingbé, ce projet est un instrument clé de transformation locale, une preuve tangible des retombées de la décentralisation, et un levier essentiel de l'amélioration du bien-être des populations.

Edem Dadzie

AMF-Umoa**Kossi Tenou prend les rênes d'un régulateur clé pour la région**

Réunis à Abidjan le lundi 1er décembre, les responsables du Marché financier régional ont assisté à la passation de charges à la tête de l'AMF-Umoa. Ce transfert de responsabilité entre Badanam Patoki et Kossi Tenou, confirme la continuité de la gouvernance au sein de l'institution.

Responsables institutionnels, partenaires et collaborateurs étaient présents pour saluer un mandat marqué par des réformes structurantes. Le président sortant, Badanam Patoki, l'a rappelé avec sobriété. Il transmet le relais « avec confiance et fierté ». Des mots qui reflètent une gouvernance patiente. Une construction méthodique de la crédibilité du Marché financier régional.

À sa suite, le nouveau président a pris la parole. Il sait l'ampleur de la mission. « Je mesure la responsabilité qui m'est confiée. Mon engagement est de poursuivre et consolider l'œuvre entamée », a affirmé Kossi Tenou. Un engagement clair. Une volonté assumée d'inscrire son action dans la continuité, tout en renforçant la performance et la transparence du marché.

Car l'enjeu dépasse le protocole. La stabilité de la gouvernance devient essentielle dans une Union où les marchés financiers gagnent en importance pour le financement des économies. La continuité du régulateur garantit la poursuite des chantiers prioritaires : amélioration de la transparence, protection accrue des investisseurs, diversification des instruments financiers, consolidation de la confiance. Autant de leviers indispensables dans un environnement où les États cherchent à attirer plus de capitaux.

L'AMF-Umoa occupe aujourd'hui un rôle central. Elle supervise un marché commun à huit pays. Elle veille à la sécurité des opérations. Elle accompagne la modernisation des cadres réglementaires. Elle accélère la digitalisation des procédures. Elle diffuse la culture financière auprès du public. Ces avancées ont progressivement renforcé l'intégration économique et la visibilité du Marché financier régional.

Avec l'arrivée du nouveau



Kossi Tenou (à gauche) et Badanam Patoki (à droite)

président, Kossi Tenou, une nouvelle étape s'amorce dans la continuité. Mais aussi avec une ambition

renouvelée. Celle de faire du marché régional un outil plus robuste, plus innovant et plus attractif. Un marché

capable de porter les transitions économiques des pays membres.

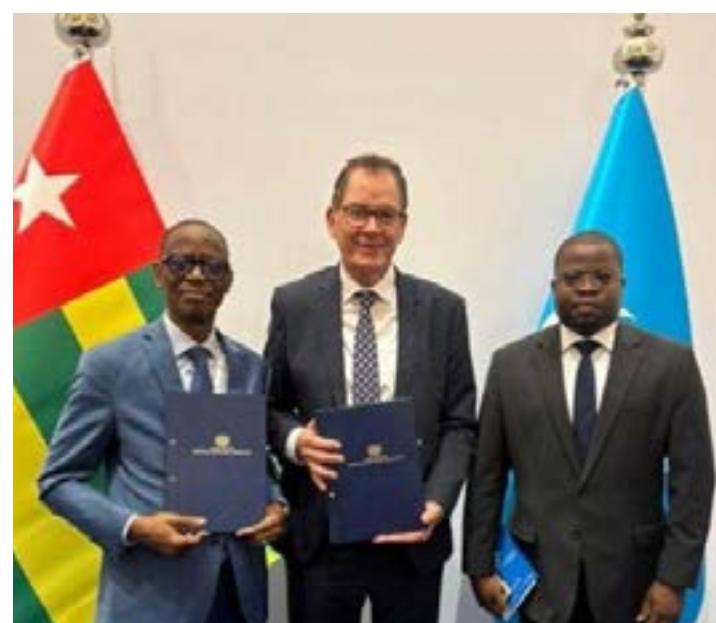
E. A

Togo**Un partenariat stratégique avec l'Onudi pour une industrialisation accélérée**

Le partenariat avec l'Onudi ouvre au Togo la voie d'une croissance industrielle tangible : investissements stimulés, chaînes de production modernisées et emplois renforcés pour les Togolais. En marge de la 21^e Conférence générale de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (Onudi), tenue du 23 au 27 novembre 2025 à Riyad, le Togo et l'agence onusienne ont signé un Programme de Partenariat Pays (PCP) couvrant la période 2026-2030.

L'accord, scellé en présence de Badanam Patoki, ministre de l'Économie et de la Veille stratégique, et d'Arthur Lilas Trimua, ministre délégué chargé de la Promotion des investissements, fixe le cadre d'un soutien ciblé et durable à la transformation industrielle nationale.

Le PCP vise à aligner le développement industriel du Togo sur ses priorités nationales et les Objectifs



Signature du Partenariat entre l'Onudi et le Togo

de développement durable (ODD), avec un accent particulier sur l'ODD 9, dédié à l'industrialisation, à l'innovation et aux infrastructures. Selon Tidiane Boyé, représentant régional de l'Onudi pour la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Niger et le Togo, « le PCP offre un appui sur

mesure, fondé sur les priorités du Togo. Il s'inscrit dans une dynamique de transformation structurelle de l'économie nationale ».

Le programme se décline en plusieurs axes stratégiques. D'abord, le renforcement de la gouvernance industrielle et le développement du

capital humain, avec la formation de compétences techniques adaptées aux besoins du secteur. Ensuite, le déploiement de solutions énergétiques et environnementales durables, en ligne avec les standards internationaux. Enfin, l'accent est mis sur la promotion des chaînes de valeur agro-industrielles, jugées « stratégiques pour la transformation locale des produits agricoles », ainsi que sur l'aménagement du parc industriel d'Agbélouvé, qui devrait devenir un pôle attractif pour les investisseurs.

Pour le gouvernement togolais, ce partenariat représente un levier essentiel pour stimuler l'investissement, moderniser les chaînes de production et renforcer la compétitivité du secteur manufacturier. Il s'agit également d'un moyen de consolider l'attractivité du pays et de favoriser

l'implantation de projets industriels structurants capables de générer des emplois et de dynamiser l'économie locale.

Dans un contexte régional marqué par une concurrence croissante pour attirer les investissements, Lomé mise sur ce PCP pour se positionner comme une plateforme de production et d'exportation compétitive. En conjuguant expertise technique, accompagnement stratégique et innovation industrielle, le Togo entend accélérer sa transformation économique et inscrire durablement son développement industriel sur la trajectoire des ODD.

Le partenariat avec l'Onudi ouvre ainsi une nouvelle ère pour le Togo : celle d'un pays résolument tourné vers l'industrialisation et l'essor économique, tout en consolidant sa place dans l'économie régionale.

E. A

Infrastructures routières au Togo

La transformation constante qui booste l'économie

Moteur fondamental de la croissance économique, les infrastructures routières sont en constante transformation au Togo. Fruit d'un engagement politique à promouvoir le développement économique, social et l'intégration régionale, les routes se multiplient sur l'ensemble du territoire national. Des zones autrefois enclavées s'ouvrent aux activités économiques, laissant entrevoir un développement plus inclusif.

Définies comme l'ensemble des voies de circulation terrestre qui permettent le transport par des véhicules, les infrastructures routières sont d'une importance dans le développement de tout pays. Au-delà de la transformation urbaine qu'elles apportent, les routes facilitent le commerce, créent des emplois et améliorent l'accès aux services essentiels comme l'éducation et la santé. Elles réduisent également les coûts et les temps de transport, tout en favorisant le développement durable. Pour le Togo qui se voudrait

En 2024, 85 milliards de FCFA étaient destinés à des travaux de revêtement sur 180 km de routes et au bitumage d'environ 206 km supplémentaires avec un renforcement des engagements en 2025. Une attention particulière est accordée au nord du pays.

Dans le Septentrion, les routes changent de visage. D'un chantier à l'autre, les travaux s'enchaînent, les kilomètres s'ajoutent et les localités longtemps enclavées s'ouvrent peu à peu. C'est parce que depuis quelques années, l'État multiplie les projets routiers dans cette partie du pays, avec l'idée de rapprocher les communautés, faciliter les échanges et soutenir le développement local.

À Sotouboua 1 (région Centrale), le mouvement est bien engagé. Depuis septembre 2025, les travaux de reprofilage et de drainage de 7,7 kilomètres de voies redessinent le paysage urbain. Financé par le Fonds d'appui aux collectivités territoriales (Fact 2025) et la Société autonome de financement

Plus de 550 kilomètres entretenus dans le Kara

Le même souffle parcourt la région de la Kara. En 2024, pas moins de 551,86

milliards de FCFA en faveur du Togo. Cette enveloppe permettra d'aménager et de bitumer la route Tchaasémondé-Gandé-

Gnassingbé, le projet redéfinit les perspectives de mobilité dans la région. Longue de 16 kilomètres, la nouvelle voie partira de la



Circulation au rond-point Colombe de la paix

kilomètres de routes nationales y ont été entretenus. Ce chiffre pèse lourd dans le total de 2 384,41 kilomètres pris en charge sur l'ensemble du pays. C'est dire combien la région est au cœur de la stratégie nationale d'entretien et de

Agbang, au nord-est du pays. L'ambition des autorités est de désenclaver la région de la Kara, de fluidifier les échanges et de renforcer les liens avec le Bénin voisin. Une route comme celle-là ne se limite pas à relier deux localités ; elle relie aussi des économies, des familles et des opportunités.

Plus au sud, dans la région Centrale, un autre chantier progresse avec constance. Le tronçon Aléhéridé-Kpaza-Tchamberi, long de 30 kilomètres, est en voie de modernisation. Le projet, entamé il y a plus d'un an, prévoit une chaussée large et plusieurs ouvrages de franchissement pour sécuriser la circulation.

Une fois livré, il offrira aux habitants un accès plus rapide aux écoles, aux marchés et aux centres de santé. Dans cette zone proche de la nationale 1, chaque mètre de bitume posé rapproche un peu plus les populations du cœur économique du pays.

RN1 à Tchalo, contournera la ville à l'ouest, croisera la RN17 sur l'axe Sokodé-Bassar avant de rejoindre la RN1 au niveau de Kidéoudé. Ce tracé, conçu selon des standards internationaux, comprend deux tronçons bitumés, une chaussée large de 7 mètres, des accotements latéraux de part et d'autre et une emprise de 70 mètres. Avec un coût global estimé à 24,5 milliards de francs, financé grâce à un partenariat entre le Togo et le Japon, cette voie changera profondément la physionomie de Sokodé.

Elle permettra de réduire le trafic des poids lourds dans le centre-ville, de fluidifier les échanges régionaux et de créer de nouvelles opportunités économiques le long du tracé. Ainsi, le nord du pays, longtemps freiné par l'état de ses infrastructures, devient progressivement un pôle de circulation et de vitalité.



Carrefour deux lions à Lomé

un pays émergent à l'horizon 2030, l'investissement dans les infrastructures, surtout routières devient une priorité pour relever les défis de son développement. Ainsi ces dernières années, le budget alloué aux réseaux routiers ne cesse d'évoluer.

de l'entretien routier (Safer), ce projet a tout d'un changement de cap. En plus de rendre la circulation plus fluide, il prépare la commune à accueillir de futurs aménagements : voirie modernisée, éclairage public et assainissement renforcé.

modernisation du réseau routier. Pour appuyer cette dynamique, les partenaires techniques et financiers accompagnent le pays. La Banque ouest-africaine de développement (BOAD) a ainsi approuvé un décaissement de 30

Sokodé, un chantier stratégique

Le chantier qui attire le plus d'attention reste celui de la voie de contournement de Sokodé. Lancé en janvier 2025 par le président du Conseil, Faure Essozimna

Les zones rurales s'ouvrent davantage avec des pistes

Parties intégrantes des infrastructures routières, les pistes rurales constituent des voies de communication essentielles qui relient les zones rurales aux marchés

et aux centres urbains. Grâce à ces infrastructures qui se multiplient dans les zones les plus reculées, les zones rurales ne cessent de sourire davantage.

Ce désenclavement porté par la Feuille de route gouvernementale se matérialise par la construction et la réhabilitation des pistes rurales. Au-delà de la modernisation qu'apportent ces travaux, c'est toute l'économie du pays qui se dynamise à travers un accès plus facile des populations aux services essentiels et l'écoulement des productions agricoles.

Dans son ensemble, la politique de désenclavement des pistes rurales dans la Feuille de route gouvernementale vise à aménager et réhabiliter au moins 4 000 km de pistes rurales d'ici fin 2025. L'objectif étant de faciliter l'accès des populations aux infrastructures socio-économiques, de stimuler l'activité économique, et de soutenir le secteur agricole. Dans cet élan et avec l'appui financier des partenaires au développement, des travaux massifs sont lancés pour assurer un mieux-être aux populations.

À travers ces travaux d'envergure, l'objectif est clair : rendre les zones rurales plus accessibles aux services sociaux tels que la santé, l'éducation, les équipements, favoriser les échanges commerciaux, améliorer l'accès aux marchés pour les produits agricoles, accroître les revenus des ménages et des exploitants et renforcer la politique agricole en permettant un meilleur écoulement des produits des zones de production.

Aussi est-il question de promouvoir le développement inclusif en contribuant à la réduction de la pauvreté et en intégrant les zones rurales dans le développement global du pays.

Pour y arriver, la démarche a consisté en la création d'une banque de données des pistes rurales (BDPR), pour rationaliser et mieux gérer les infrastructures. Aussi, l'expertise et l'appui financier des partenaires au développement à l'instar de l'AFD, du KFW,

du Pnud, de la BAD, de la Banque islamique de développement et des pays comme la Chine et le Japon sont mis à contribution.

Des résultats en chiffres

Sur le terrain, les résultats en disent long sur les avancées enregistrées par le pays. Plus de 2 200 kilomètres de pistes rurales ont été aménagés entre 2021 et 2023. Les données révèlent une progression constante. À la fin de 2022, 680 km étaient achevés, avec un entretien mécanisé réalisé sur 1 720 km et la réhabilitation en cours sur 712 km.

En 2024, plus de 632,5 km supplémentaires de pistes ont été aménagées ou réhabilitées. Selon les projections, l'objectif est de porter le linéaire total de pistes rurales aménagées à 4 550 kilomètres d'ici fin 2025.

Ces chiffres valorisent la volonté politique forte et l'engagement budgétaire significatif. Le ministère en charge des Infrastructures et des Travaux publics a vu son budget passer de 37 milliards FCFA en 2023 à 53 milliards FCFA en 2024, avant de s'établir à environ 32 milliards de francs en 2025 pour poursuivre les chantiers.

La Safer, un allié

Société autonome de financement de l'entretien routier, la Safer, en charge de la gestion des péages pour le financement et l'entretien routier, est devenue un allié du gouvernement dans le désenclavement des pistes rurales.

Placée sous l'autorité du ministère des Infrastructures et des Travaux publics, la Safer, grâce aux fonds collectés aux péages, contribue à l'atteinte de cet objectif.

Le PUDC, acteur clé de l'aménagement

Pour mener à bien sa politique de désenclavement, le Togo s'appuie sur plusieurs programmes nationaux. Le Programme d'urgence de développement communautaire (PUDC), piloté par l'Agence nationale d'appui au développement à la base (Anadeb), est un pilier central de cette stratégie.

Depuis 2017, le PUDC a permis l'aménagement de 4 326 kilomètres de pistes rurales à travers les cinq régions du pays. Ces efforts ne se limitent pas à la création de pistes, mais incluent aussi la construction d'ouvrages d'art essentiels, comme des ponts et des dalots, pour assurer la praticabilité des routes toute l'année, même en saison des pluies. L'objectif est double : stimuler l'économie locale et renforcer la résilience des communautés face aux défis climatiques. Outre le PUDC, plusieurs

gestion du réseau routier rural.

Des retombées économiques et sociales tangibles

L'impact de ces infrastructures est déjà visible sur le terrain, transformant le quotidien des populations rurales. Les bénéfices sont multiples : un meilleur accès aux marchés permet aux agriculteurs de transporter leurs récoltes plus facilement et à moindre coût, réduisant les pertes postrécoltes et augmentant leurs revenus, le coût du transport ayant été réduit

et le développement des chaînes de valeur du bétail. En s'appuyant sur cette politique de désenclavement, le Togo pose les bases d'un développement équilibré entre zones urbaines et rurales, favorisant une croissance inclusive et durable pour l'ensemble du territoire.

Relever les défis du désenclavement

Malgré les efforts du gouvernement pour améliorer la connectivité à travers les infrastructures routières,



Travaux de revêtement de voies

autres initiatives en cours ou déjà lancées permettent de relever les défis du désenclavement au Togo. C'est notamment le cas du programme de désenclavement et d'aménagement des pistes rurales. Porté par le gouvernement, ce projet vise à améliorer l'accès des populations aux infrastructures socio-économiques de base et aux marchés, en aménageant des milliers de kilomètres de pistes rurales.

S'inscrivant dans la Feuille de route gouvernementale, ce programme stimule l'activité économique locale, facilite la commercialisation des produits agricoles et contribue au développement inclusif du pays en renforçant le tissu productif.

Dans l'ensemble, il inclut des travaux de construction, de réhabilitation et d'entretien des pistes, ainsi que la mise en place d'une base de données pour une meilleure

de moitié dans certaines localités.

Un autre avantage concerne l'accès aux services sociaux : le temps de trajet pour rejoindre les hôpitaux, les écoles ou les points d'eau potable a été considérablement réduit, améliorant ainsi la santé et l'éducation des populations rurales. Les routes favorisent également le dynamisme local et la mobilité des femmes et des jeunes, stimulant l'entrepreneuriat rural et urbain, créant des emplois et renforçant la cohésion sociale ainsi que la fluidité des échanges.

Par exemple, dans la région des Savanes, particulièrement ciblée par des programmes de résilience comme le Projet régional d'appui au pastoralisme au Sahel (PRAPS), les pistes tout comme les routes facilitent l'acheminement de l'aide humanitaire, la gestion des ressources naturelles

le désenclavement continue de faire face à des difficultés. Les plus récurrentes sont relatives au manque de financement pour le secteur, aux problèmes liés à la gestion des infrastructures existantes, au manque de coordination entre les acteurs.

Par ailleurs, le manque d'infrastructures suffisantes comme les ponts limite la connectivité des zones rurales, surtout en saisons pluvieuses où la montée des eaux est considérable.

Face à ces défis, le gouvernement fait recours à l'appui technique et financier des partenaires au développement. Un accent particulier est également mis sur le partenariat public privé, stratégie par laquelle le gouvernement s'appuie sur les entreprises privées pour des projets qu'il ne pourra pas réaliser seul.

Caleb Akponou

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso. Tel: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses à Lomé

BIBLIOTHEQUES

BIBLIOTHEQUE NATIONAL: Quartier Admi Tel: 22 21 04 10

CENTRE CULTUREL LOYOLA Quartier Agoè en face Camps FIR, Tel: 90 64 80 77

INSTITU FRANÇAIS DE LOME: Quartier Administratif; Tel: 22 23 46 60 / 22 23 46 65

LIBRAIRIE

GRAIN DE PENSEE: 30, bvd du 13 janvier Tel: 22 22 32 43

LIBRAIRIE BON PASTEUR: Quartier Assiganto Avenue Sylvanus Olympio Tel: 22 22 26 66

LIBRAIRIE BONNE SEMENCE: Quartier Avé Maria, Avenue du 30 Août

LIBRAIRIE STAR: Quartier Béniglato, rue du lac Togo Tel: 22 22 74 83

ESPACES CULTURELS

CENTRE BRIN DE CHOCOLAT: Quartier kodjovikopé; Tel: 22 20 06 59 / 90 04 32 86

CENTRE CULTUREL: DENYIGBAN; Quartier St Joseph, rue Anima Tel: 22 41 98 16

CENTRE CULTUREL: LOYOLA; Quartier Agoè Tel: 90 64 80 77

CENTRE ODAYE: Quartier Hédzranawoé Tel: 90 64 80 77

CENTRE ODAYE: Quartier Hédzranawoé Tel: 22 42 12 07

MANNEQUINAT & HÔTESSE

ALLURE MODE AGENCY: Tel: 99 22 04 62

CHALLENGE AGENCY: Tel: 92 27 91 66

SALLE DE CINEMA

HARMONIE SIGNATURE: Résidence de la caisse Tel: 22 26 12 55

CANAL OLYMPIA: Tokoin Gbadago Tel: 98 34 83 52

CINEMA GREENFIELD: Quartier Tokoin hôpital Tel: 22 21 12 55

AGENCE DE COMMUNICATION

AG Partners: Sise à Cassablanca

www.couleurafrique.com

Larry Event Day (LED)

Une agence événementielle, Organisation d'événement privé et professionnel, Communication, Location d'espaces, Conseils, Wedding Planner et Décoration

Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54

Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE: (Atikomé; juste à côté de l'UTB

RAMCO: (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)

LE CHAMPION SUPER MARCHE: (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR: (Juste en face du Super Marché Le Champion)

MARCHE DE GOVI SCORE: (Juste en face du Super Marché RAMCO)

PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA: (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919

COURS DE CAPOEIRA : Salle GYM TONIC.

Tél: 90 79 79 90

COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»;

Qtier : Foréver ; Tél: 90 17 03 30

COURS DE ZOUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) :

Tél 90 30 38 75

CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine);

Tél : 90 15 39 87

SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra); Tél : 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)

Tél: 22 40 04 99

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoé, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51

EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)

FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage)

Tél: 22 21 24 96

TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68

SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPÉRATEURS TELEPHONIQUES

MOOV : Tél. 22 20 13 20

TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11

TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77

CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37

CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77

CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01

CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68

HORLOGE PARLANTE; Tél: 116

CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat Rue des filao; Tél 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

RESTAURANT LE TABLIER (Qtier Cacavéli, Bd de la Kara, 2e ruelle à droite après pharmacie Shalom venant de Bodjona)

Tél: (00228) 91 36 23 66 / 96 96 80 80

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30

HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé); Tél : 22 61 30 63

LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS : HOTEL RESIDENCE « LES ANGES »

Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30

BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures); Tél: 90 24 10 72

GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoé, Avenue Joseph Strauss);

Tél : 90 04 76 60

GYM FIL «O»PARC (Agoè Nyivé); Tél : 22 35 18 28

GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida); Tél : 22 71 49 70

Débat

Un juge a condamné sa belle mère à 6 mois de prison pour violence faite sur sa domestique.

Ce verdict est rendu en présence de sa femme, de quelques membres des deux familles.

Arrivé à la maison, il appela sa femme et lui dit :

La loi a condamné ma belle mère à 6 ans de prison. Sincèrement je suis désolé chérie . Prépare toi pour qu'on aille lui rendre visite "

La femme énervée lui laissa les traces de ses cinq doigts sur la joue en criant : C'est pas toi qui l'a foute en prison " ?

Edgar tu as envoyé ta propre belle mère derrière les barreaux et tu oses venir me dire de me préparer pour aller lui rendre visite avec moi. Tu sais c'est fini entre toi et moi.

Le juge s'agenouilla devant sa femme et dit .

Au tribunal là-bas je suis juge . Je ne suis pas au dessus de la loi malheureusement.

C'est lorsque j'ai enlevé cet habit que je me suis rendu compte qu'il s'agissait de ma belle mère chérie.

Là-bas je ne suis pas un beau fils ni un mari . Chérie comprend moi stp. Selon vous est-ce normal ce que le juge a fait ?

La femme a-t-il raison de réagir ainsi??

Photo du Jour



Légennez en commentez cette photo

Réflexion

Ils s'étonnent de voir nos frères traverser les océans pour aller à l'occident alors qu'ils sont la cause de ce phénomène. C'est la dureté de leur cœur qui oblige nos frangins à se jeter dans la mer. C'est leur méchanceté qui chasse nos ainés du continent. Ils préfèrent l'ethnicisme au démocratie, et rendent familial ce qui est public. Ils aiment pas le développement mais préfèrent les détournements. Et comme mes frères sont dévoués à la réussite de leur vie, ils sont prêts à risquer tout. Sachiez bien que vous êtes la cause de leur mal. Et changez de mentalité pour l'intérêt de tous.

Narutino de Dios

Blague

Un homme nouvellement marié, au deuxième jour de son mariage a rendu visite à la maquilleuse qui avait travaillé sur sa femme le jour du mariage

Il lui a offert un cadeau, une boîte de l'iPhone 12 Pro Max magnifiquement emballée. La maquilleuse a été submergée de joie et s'est mise à genoux pour saluer l'homme. Elle a ensuite ouvert la boîte avec beaucoup de joie mais a été soudainement déçue de voir un Nokia 3310 à l'intérieur de la boîte.

L'homme sourit et a dit:

"C'est exactement le même sentiment que j'ai eu lorsque j'ai vu ma femme hier soir après qu'elle ait pris son bain."

Pensée du Jour

Certaines personnes ne trouvent pas de boulot à cause de leurs langues. D'autres perdent leurs jobs et même des êtres qui leur sont très chers. La langue n'a pas d'os pourtant elle est assez forte pour détruire un foyer. Même sans flamme ni fumée, la langue est capable de brûler tout un village.

Alors faites Attention avec vos langues, car "l'oiseau au long bec ne peut jamais manger dans un plat. Que Dieu vous éloigne des accidents.

RDC/Conflit RDC-Rwanda

A la veille d'un accord à Washington, les combats s'intensifient dans le Sud-Kivu

À quelques heures de la signature, mercredi 4 décembre à Washington, d'un accord de paix entre la République démocratique du Congo et le Rwanda, les combats ont repris avec intensité dans l'est congolais. Mardi 3 décembre, de violents affrontements ont opposé le groupe armé M23 aux Forces armées de la RDC (FARDC), appuyées par des milices locales, dans plusieurs zones du Sud-Kivu, notamment sur les hauteurs de Kaziba et dans la plaine de la Ruzizi.

À Kaziba, localité située à une trentaine de kilomètres au sud de Bukavu, sous contrôle du M23, les tirs ont repris dès l'aube. « Les habitants sont confinés dans leurs maisons », témoigne un enseignant joint sur place. Selon un responsable administratif local, René Chubaka Kalembire, « beaucoup de maisons ont été bombardées et il y a beaucoup de morts ». Aucun bilan indépendant n'a toutefois pu être confirmé

mardi soir. Ces violences surviennent au moment même où les présidents congolais, Félix

mettre un terme à plus de trente ans de conflits armés dans l'est de la RDC. Un premier compromis

embrasé dans plusieurs zones stratégiques du Sud-Kivu, où le M23 poursuit sa progression territoriale.

en place en juillet dernier d'un cessez-le-feu négocié à Doha sous médiation qatarie, les deux camps se renvoient régulièrement la responsabilité de violations répétées.

À Washington, la signature attendue de l'accord doit marquer une nouvelle étape dans les efforts diplomatiques régionaux. Mais dans l'est congolais, où les déplacements de populations se poursuivent et où l'insécurité reste permanente, la population attend moins les déclarations que des effets concrets.

Entre les engagements des capitales et la réalité du front, le fossé demeure. Et, une fois encore, c'est au bruit des bombardements que se joue, pour les civils du Sud-Kivu, l'avenir immédiat de la paix annoncée.

T.M.



Paul Kagame (g) et Félix Tshisekedi (d)

Tshisekedi, et rwandais, Paul Kagame, sont attendus à la Maison Blanche pour signer, sous l'égide du président américain Donald Trump, un accord censé

avait été trouvé en juin à Washington, sans parvenir à enrayer durablement les hostilités. Depuis le début du mois de décembre, le front s'est de nouveau

Le M23, qui n'a jamais reconnu officiellement ses liens avec Kigali, est accusé par Kinshasa d'être soutenu militairement par le Rwanda. Depuis la mise

Guinée-Bissau/Coup d'Etat

L'errance diplomatique du président déchu qui interroge

Depuis le renversement d'Umaro Sissoco Embalo, le 26 novembre à Bissau, l'ex-président bissau-guinéen enchaîne les déplacements à travers le continent africain. Après un premier passage à Dakar, puis une escale à Brazzaville, il est arrivé au Maroc le 3 décembre, au terme d'une trajectoire qui intrigue autant qu'elle interroge sur les équilibres diplomatiques régionaux.

Ces voyages successifs sont scrutés de près, tant en Guinée-Bissau que dans les chancelleries africaines. Déposé après cinq années à la tête de l'État, Embalo semble désormais chercher des appuis politiques dans un contexte où l'issue de la transition reste incertaine. À Rabat, selon l'un de ses proches, l'ancien chef de l'État a rejoint une résidence dont il est propriétaire à Casablanca. Son épouse, elle, est restée à Bissau.

Le jour du putsch, l'ex-président avait été conduit à l'état-major par les militaires auteurs du coup d'État. Il assurera par la suite avoir été traité « avec respect » avant

d'être autorisé à quitter le pays. Dès le lendemain, il apparaissait à Dakar, marquant le début d'un exil qui ne dit pas encore son nom.

Moins de quarante-huit heures plus tard, c'est à Brazzaville que l'ancien président s'est rendu, multipliant les contacts politiques. Selon plusieurs sources diplomatiques, il voyage avec un cercle extrêmement restreint. À Bissau, aucun membre de son entourage immédiat n'a été inquiété, un élément qui alimente les spéculations autour d'un possible coup de force « négocié ».

L'arrivée d'Embalo au Maroc, troisième étape de son périple, n'est pas anodine. Le royaume chérifien figure parmi ses partenaires diplomatiques de poids en Afrique du Nord. Le président déchu y entretient des relations politiques anciennes et y dispose d'attaches personnelles. Avant de rallier Rabat, il a effectué une escale à Lomé, où il a déjeuné avec le président

togolais Faure Gnassingbé, acteur clé de plusieurs médiations régionales.

Pour nombre d'observateurs, ce

diplomatique africain, s'appuyant sur ses réseaux personnels pour préserver une stature politique. Mais son avenir reste suspendu

l'ancien président, lui, poursuit une stratégie de visibilité diplomatique mesurée, dans un espace politique désormais hors



Umaro Sissoco Embalo, le président déchu

déplacement vers le Maroc relève autant de la mise à l'abri que de la recherche d'un rôle politique futur, alors que la junte militaire consolide ses positions à Bissau.

Pour Umaro Sissoco Embalo, cet exil donne l'image d'un dirigeant déchu encore actif sur l'échiquier

aux équilibres internes en Guinée-Bissau et à l'attitude des organisations régionales.

À ce stade, aucun scénario clair ne se dessine quant à un éventuel retour à Bissau ou à un rôle officiel dans les prochains mois. Tandis que la junte militaire tente d'imposer son autorité,

de son contrôle. Entre silence militaire à Bissau et déplacements feutrés à l'étranger, la trajectoire d'Umaro Sissoco Embalo illustre une fois encore la fragilité structurelle de l'État bissau-guinéen et l'extrême volatilité de ses équilibres politiques.

T.M.

Beurre de cacao

Nourrissant, oxydant et réparateur

Nourrissant, oxydant et réparateur, cette graisse végétale à la délicate odeur de chocolat est non seulement utilisée dans l'alimentation et la gastronomie à cause de ses propriétés nutritives, mais elle a aussi conquis le monde de la beauté par ses merveilles dans la cosmétique.



Les fèves de cacao (Crédit photo : BBC Afrique news/Santé)

« Le beurre de cacao est un trésor pour la santé et la beauté », confie le Dr en biochimie et nutrition cliniques, expert en hygiène et qualités alimentaires, Matthieu Kponou Tobossi. Pour lui, le beurre de cacao n'est pas seulement un ingrédient du chocolat. C'est un véritable allié pour le corps. « Il s'agit d'une source d'énergie naturellement présente dans les fèves de cacao (40% à 50% de la fève) et d'autres sources », affirme le Dr Matthieu Kponou Tobossi.

Comment obtient-on le beurre de cacao ?

Le cacaoyer est un arbre d'Amérique centrale et du Sud qui est aujourd'hui beaucoup cultivé en Afrique de l'Ouest. Dans ses fruits appelés cabosses se trouvent des fèves qu'on transforme en beurre de cacao. Le beurre de cacao est obtenu à l'état bruit par le broyage des fèves séchées, nettoyées puis torréfiées. C'est surtout la torréfaction, un processus indispensable, qui donne le goût et l'odeur agréable qu'on a avec le beurre de cacao.

La torréfaction permet de donner également la couleur marron au chocolat et ses dérivés. Ensuite, c'est le chauffage puis le pressage de la pâte du cacao. S'en sort l'huile qui correspond au beurre brut qui se solidifie en refroidissant. Cette huile est exclusivement composée de lipides et d'autres éléments indispensables pour le

bien-être de l'organisme.

Valeurs nutritives

C'est beaucoup plus la composition du beurre de cacao en matières grasses, acides gras, qui est bénéfique pour

Stimule la régénération tissulaire et le remodelage du collagène, neutralise les radicaux libres sources de risque de cancers », indique le Dr en biochimie et nutrition cliniques.

Le beurre de cacao renferme en outre des phytostérols qui sont autour de 250 à 400 mg/100g. Le spécialiste fait savoir qu'ils sont en compétition avec le cholestérol au niveau intestinal, réduisant son absorption d'environ 30-40%. Ils exercent un effet anti inflammatoire et réduisent l'accumulation de graisses sur le foie appelée stéatose, particulièrement chez les sujets atteints d'hépatite.

Comment bénéficier des richesses nutritives du beurre de cacao ?

Les polyphénols contenus dans ce beurre lui donnent sa douce odeur suave et sauvage à la fois. En dehors de la possibilité de l'avoir en chocolat, pour en profiter pleinement, on peut l'incorporer dans les tartines ou dans les mixtures de fruits appelées Smoothies. Selon le Dr Kponou Matthieu Tobossi, il ne faut pas, en cas d'usage en cuisine chaude, dépasser 70°C de température.

« Pour ses effets anti vieillissement et anti cancer, il faudra l'associer aux fruits riches en vitamine C pour éléver les effets antioxydants », ajoute-t-il.

Bienfaits cosmétiques

Grâce aux acides gras, le beurre de cacao permet d'hydrater, de nourrir et de protéger le tissu cutané. Son incorporation dans les baumes et crèmes est souvent conseillée pour les peaux sèches. Il apaise l'épiderme et rééquilibre la production de sébum par l'action des polyphénols, des phytostérols et des squalènes, ce qui en fait un baume bénéfique pour les visages souffrant d'acné et les peaux grasses, mixtes et sèches.

Il y a également la vitamine E ou tocophérols qui sont de l'ordre de 2 à 4 mg/100g. « Elle maintient le film hydrolipidique et limite la perte en eau par la peau, protège la peau contre les rayons ultraviolets (UV). Le beurre de cacao redonne

de l'élasticité et du tonus aux peaux matures et aux ventres tendus des femmes enceintes en stimulant la production de collagène.

A travers les kératines, le beurre de cacao nourrit également les cheveux et les ongles. Il prend soin des pointes fourchues et des cheveux secs ou bouclés en leur apportant hydratation et vitalité.

À utiliser avec modération

Au-delà de tous les points positifs qu'on lui connaît, le beurre de cacao, comme tout produit naturel concentré, doit être utilisé avec modération. « Trop de chaleur, une consommation excessive ou une application

lui, pour bénéficier de ses valeurs nutritives et cosmétiques.

Et voici ce qu'il ne faut pas faire avec le beurre de cacao : Ne pas le chauffer excessivement : la chaleur détruit les antioxydants et provoque l'oxydation des acides gras ; Ne pas l'utiliser sur une peau lésée ou infectée : le film gras peut bloquer la respiration cutanée ; Éviter la consommation excessive : très calorique ($\approx 900 \text{ kcal/100 g}$), pouvant aggraver le surpoids ; Ne pas le confondre avec le "beurre de cacao industriel" souvent hydrogéné ou mélangé à d'autres graisses trans ; Ne pas l'appliquer pur sur une peau grasse :



Le beurre de cacao sous plusieurs formes (Crédit photo : BBC Afrique News/Santé)



Préparation du beurre de cacao (Crédit photo : BBC Afrique News/Santé)



La quantité recommandée par jour (Crédit photo : BBC Afrique news/Santé)

inadaptée peuvent en réduire les bienfaits », affirme le Dr Tobossi. 10 à 15g de beurre de cacao par jour suffisent, selon

risque de comédon.

Edem Dadzie
Avec BBC Afrique News,
rubrique santé

Systèmes financiers décentralisés

Seulement 63 microfinances sur la liste des institutions agréées par l'Etat sur la liste de l'APSFD

Au lever du jour, quand les premiers clients installent leurs étals sur les marchés de Kara ou d'Adidogomé, une certitude demeure : sans la microfinance, nombre de ces activités n'existeraient pas. une petite caisse en bois, un carnet d'épargne froissé et quelques billets suffisent parfois à changer une vie. Ce sont ces gestes simples, répétés des milliers de fois, qui racontent l'histoire silencieuse d'un secteur devenu essentiel : la microfinance togolaise.

L'Association professionnelle des systèmes financiers décentralisés du Togo (APSFD-Togo) vient d'actualiser la liste de ses membres. Elle y recense 63 institutions actives, un noyau solide représentant une part très importante de l'ensemble des acteurs de la microfinance dans un pays de 8 millions d'habitants.

Pourtant, la photographie globale du secteur dépasse ce cercle. Sur la liste officielle de la direction de la Microfinance, l'autorité publique en charge de la supervision, figurent plus de 140 acteurs, dont des unions faîtières majeures comme la Fucec.

Les membres de l'APSFD irriguent les villes et de nombreuses localités rurales. Ils proposent des produits d'épargne, de crédit et d'appui

financier destinés aux ménages, artisans et micro-entrepreneurs. Leur adhésion implique un suivi complémentaire, axé sur la formation, l'harmonisation des pratiques et l'amélioration continue du

de proximité et les micro-entreprises familiales. L'APSFD encadre cet écosystème, notamment sur la gouvernance, la conformité et la gestion des risques, afin d'assurer stabilité et transparence.

46% du total sectoriel. Elle est suivie par la COOPEC AD-TOGO (38,4 milliards), la COMEC (29 milliards), WAGES (21 milliards) et la CECA (10 milliards).

Dans un pays où l'accès financier demeure un levier de développement, ces institutions continuent de tisser, jour après jour, les fils d'une inclusion plus large, plus durable et plus équitable.



Des clients dans une institution de microfinance

service au client.

Dans un paysage où les banques commerciales restent concentrées dans les centres urbains, ces institutions deviennent des relais cruciaux. Elles avancent là où la bancarisation classique peine encore à s'implanter. La microfinance s'impose ainsi comme un véritable amortisseur social. Les SFD offrent un accès financier aux populations « dans les zones rurales et les zones peu bancarisées ou à faible pouvoir de crédit ». Elles soutiennent le petit commerce, l'agriculture

Les chiffres de 2024 confirment cette dynamique. Le secteur compte 4 452 373 bénéficiaires, soit une progression annuelle de 7,9%. Les dépôts culminent à 401,7 milliards FCFA (+9,1%), tandis que l'encours de crédits atteint 358,9 milliards FCFA, en hausse de 5,3%. Des indicateurs solides qui témoignent d'une demande soutenue.

Au sein de ce paysage, la Fucec-TOGO reste le poids lourd incontesté : 167 milliards FCFA d'actifs, soit

Voici la liste complète

- | | |
|--------------------------|-----------------------|
| 1. FUCEC-Togo | 41. CETRASTOC |
| 2. WAGES | 42. COFEC |
| 3. COOPEC-AD | 43. MUTO |
| 4. CECA | 44. MEC-D |
| 5. COEC | 45. CAVEC LIDAW |
| 6. URCLEC | 46. MECIT |
| 7. ASJD | 47. MUSED |
| 8. UMECTO | 48. MUCAD |
| 9. FECECAV | 49. MCFD-Togo |
| 10. COOPEC La Fructueuse | 50. CECAP |
| 11. U-CMECS | 51. SOGEMEF S.A. |
| 12. ÉCHOPPE-Togo | 52. COMEC |
| 13. CECEB | 53. CODA |
| 14. COOPEC ILEMA | 54. CEC-L |
| 15. COOPECFI | 55. AFP |
| 16. SEBADERS | 56. COOPEC ADESEM |
| 17. PADES | 57. MECI |
| 18. CEF-MF Lomé | 58. COFINA Togo S.A. |
| 19. CEF-MF Assoli | 59. Mutuelle Dignité |
| 20. CEF-MF Tchaoudjo | Humaine |
| 21. PROMOFINANCE | 60. CASE-Microfinance |
| 22. Mutuelle AKWABA | 61. COOPEC Santé |
| 23. Millennium | Ogou |
| Microfinance | 62. CPDE NDF |
| 24. COECP | 63. CEC TSO Naklé. |

La rédaction

AVIS DE DÉCÈS



**Veuve AMEMADO Marguerite Mana
née SOKOU-APEDOVI
affectionnément appelée NAVI**
Survenu le 18 octobre 2025 à Tsévié dans sa
86ème année

ANNONCES ET REMERCIEMENTS

Son Excellence Mgr Isaac Juges GAGLO, Evêque d'Aného et Administrateur de l'Archidiocèse de

Lomé.
Mère Marie Pauline Kisita Afi SUKA,
Supérieure Générale des Sœurs Notre Dame
de l'Eglise.

Le Chef canton de Gbatopé.
Le Chef du village de Davedi.
Le Père Simplice Atta MENSAH, Curé de la
Paroisse Saint Jean Apôtre de Tsévié et ses
vicaires.

Le Chef de la famille SOKOU.

Les enfants de la défunte

- * Philomène Valérie Ewoenam
- * Sr Marielle Kafui
- * Justine Mawuena
- * Jean-Antoine Dodzi

Les familles

SOKOU, GALI, AMEMADO, ASILA, AMOUZOU-
ADOU, DZOKPE, ATTIPOU, DANSOU, NOSSI,
AZOUMA, TIADJERI, OURADEI...

ont la profonde douleur de vous annoncer
le décès de leur fille, épouse, mère, grand-
mère :

**Veuve AMEMADO Marguerite Mana
née SOKOU-APEDOVI
affectionnément appelée NAVI**
Survenu le 18 octobre 2025 à Tsévié
dans sa 86ème année.

PROGRAMME DES OBSÈQUES

Jeudi 18 décembre 2025
18h 30 : Messe pour la Veillée à la
Paroisse St Jean Apôtre de Tsévié

Vendredi 19 décembre 2025
06h 00 : Chapelle ardente
08h 00 : Office des défunts
09h 00 : Messe d'enterrement à la
paroisse St Jean Apôtre de Tsévié.

NB : L'enterrement se fera au village à
Davedi dans l'intimité familiale

Dimanche 21 décembre 2025
8h 30 : Messe d'action de grâce à la
paroisse St Jean Apôtre de Tsévié



SPI

La solution de
**vos paiements et
transferts instantanés**
au **Togo** et dans
toute l'**UEMOA** !

•24h/24 et 7j/7 •
•Sécurité garantie •

Coris Bank International,
votre **partenaire de référence.**

BENIN BURKINA FASO COTE D'IVOIRE GUINÉE BISSAU MALI NIGER SÉNÉGAL TOGO

La Banque Autrement
<https://togo.coris.bank>

 **CORIS
BANK**
INTERNATIONAL

CMJN

